Point de vue sur la polémique entre

Par Kamel Khelifa *

Dans une contribution (in* Liberté *du 19 juin 2012), intitulée : «L'étatisme économique est l'ennemi de la prospérité», Taïeb Hafsi, professeur en économie à HEC Montréal, vante les mérites de la libre entreprise en Algérie, en citant des exemples de réussite d'entrepreneurs privés : Rebrab, Benamor, Hasnaoui, etc. Quant à Omar Aktouf, professeur dans la même université, dans une contribution (in* El Watan *du 14 août 2012), intitulée «Eternelle stratégie de l'autruche néolibérale», il prône le retour à l'étatisme, «pour solutionner les problèmes économiques de l'Algérie».

Au passage, il égratigne son collègue : «Taïeb Hafsi fait appel à la rescousse ses inspirations étasuniennes, pour tenter de trouver solution à la terrible équation algérienne…» Ce dernier réplique : «Il (Aktouf) a décidé de partir en guerre contre le capitalisme international et l'impérialisme…» On l'aura compris, il s'agit à la base d'un débat idéologique «gauche/droite», à deux mille lieues (distance d'Alger à Montréal) de nos préoccupations quotidiennes, dans un pays livré à l'«économie de bazar» ; rare point de convergence entre les deux universitaires… Voici grosso modo l'objet de la polémique entre les deux hommes, installés à Montréal, dans un quasi-paradis sur Terre, à des années-lumière de l'Algérie, dans tous les domaines.

Loin de moi l'idée de leur jeter la pierre : c'est le rêve partagé par une écrasante majorité d'Algériens qui cherchent par tous moyens à émigrer à l'étranger ; les cris de «Visa ! Visa ! Visa !» lancés par le peuple de Bab-El-Oued, à l'adresse de Jacques Chirac en 2001, en sont la cruelle réalité. Par ailleurs, un sondage réalisé par le journal Liberté en décembre 2008 montre que «la moitié des habitants de l'Algérie est tentée par l'étranger» et «81% des sondés affirment qu'il y a dans leur entourage des personnes en stand-by, prêtes à faire le grand saut et se disent disposées à payer très cher pour cela».

Si MM. Hafsi et Aktouf partageaient notre condition d'Algérien (ce que je ne leur souhaite pas, du moins en l'état actuel des choses), ils auraient sans doute apprécié autrement l'ordre des priorités, non sous l'angle économique, mais dans son éminentissime caractère politique. Dans les années 1970, les choix politiques malheureux mis en œuvre, avec des «révolutions» pilotées par un système étatiste outrancièrement bureaucratisé, ont conduit à des pénuries chroniques de toutes sortes et leurs corollaires les files d'attente humiliantes.

Au lieu de travailler, de se cultiver et de jouir des choses de la vie, paysans, ouvriers, fonctionnaires, etc., consacraient une partie de leur existence au ravitaillement dans des Souks-El-Fellah parcimonieux, en toutes sortes de produits : œufs, lait et laitages, fruits et légumes, viandes, etc. Et voilà qu'aujourd'hui l'«économie de marché», devient «économie de bazar».

Ainsi, lorsque l'Algérie comptait 14/15 millions d'habitants, nous avions de l'argent (grâce à la planche à billets) mais sans trouver l'équivalent en produits sur les étals. Aujourd'hui, à la faveur de l'argent du pétrole, le marché regorge de produits, portant des codes à barres trempés dans la sueur de peuples lointains, mais le porte-monnaie de la majorité des ménages est vide. Voilà un Etat enrichi grâce à la manne des hydrocarbures et un peuple appauvri paradoxalement pour les mêmes raisons. Nous sommes dans la continuité du credo politique des années 1970, selon lequel la bonne ou la mauvaise fortune ne peut venir que du système…

La problématique de l'Algérie se pose prioritairement, me semble-t-il, sous l'angle politique, en l'occurrence la gouvernance entre l'Etat, le corps politique et la société : une approche de la démocratie participative, suivant un triptyque, «où deux des acteurs contrôlent le troisième» : formule préconisée par l'ONU sans recueillir les faveurs ni de la classe politique ni des élites algériennes ; la preuve le sujet n'est jamais ou presque pas débattu...

En attendant, faute d'implication des Algériens dans la chose publique, notre pays peine à régler des problèmes prosaïques, liés à la satisfaction de simples besoins, relevant du droit humain : coupures chroniques d'eau, électricité, téléphone, internet, etc. ; marchés improvisés sur les trottoirs et les chaussées, au milieu de la saleté repoussante de la cité, nécessitant des campagnes de propreté à la veille de chaque échéance électorale des APC ; perturbation cyclique des circuits de distribution de la nourriture, des médicaments, des carburants ; inexistence des instruments des paiements (chèques, carte bancaire, etc.) dans le commerce ; usage de manière indécente de la monnaie liquide, sale et mutilée, transportée dans la fameuse chkara ; preuves s'il en est de la mainmise de la mafia financière sur une partie non négligeable de l'économie du pays ; absence de facturation et de traçabilité de produits et marchandises vendues sur les marchés ; pénuries insensées des timbres postes et fiscaux se vendant au marché noir ; inexistence de commissions paritaires (prudhommes) pour l'arbitrage des conflits sociaux entre employeurs et employés ; des employés qui vont jusqu'à provoquer la faillite de l'entreprise qui les emploie, sans que le propriétaire puisse se faire justice par les voies de droit ; pléthores d'effectifs avec lesquelles on tente de suppléer à l'inénarrable absentéisme d'une ressource humaine aux prises avec une foule prodigieuse de maux sociaux (entassement dans des logements précaires et insalubres, transports en commun défaillants, insécurité, harcèlement bureaucratique, etc. ; hôpitaux-mouroirs, devenus lieux de pugilat où le personnel du corps médical se fait tabasser par des familles des malades (le dernier en date s'est produit à Constantine) ; des automobilistes qui «pètent» les plombs suite aux retraits absurdes du permis de conduire, selon un registre barbare n'existant nulle part au monde : au point qu'un automobiliste de Khenchela a bourré sa voiture d'explosifs dans le but de faire sauter le commissariat de la ville, le 3 août 2012… Voici présentés à grands traits certains problèmes sociaux, représentant autant de phénomènes antiéconomiques, auxquels sont confrontés les Algériens, mais dont l'essence est éminemment politique : l'absence de contrepouvoirs réels…

La problématique de notre pays se pose, certes, en termes de pensée économique : la stérilité de l'Etat-patron dans les années 1970 et l'économie de bazar aujourd'hui. Mais l'option économique constitue un élément et non l'élément de la problématique algérienne… En effet, avec des réserves d'environ 200 milliards de dollars déposées à l'étranger, l'Algérie pourrait tenir 5 ans en s'offrant le luxe de continuer à vivre sous perfusion à partir du sous-sol saharien, représentant 98% de nos recettes en devises et les 2/3 des recettes budgétaires : un véritable matelas financier servant à la satisfaction du train de vie de l'Etat, des besoins socioéconomiques et de ressorts politiques pour colmater toutes les brèches sociales.

Malgré l'absence de stratégie de développement, le revenu économique du pays ne présente pas de caractère d'urgence, tant que les hydrocarbures charrient de la richesse (hélas, sans créer d'emplois productifs, se traduisant par 20% de taux de chômage). Mais cette fausse richesse chasse la bonne : celle du travail honnête, de la sueur, de l'esprit d'entreprise… Comment on en est arrivé là, s'il n'y avait pas à l'origine une énorme faille politique, en corrélation étroite avec l'absence de démocratie ? Ce n'est pas l'étatisme, ni le libéralisme qui changeront quoique ce soit à cette équation. A mon avis, il y a déficit de réflexion politique, en vue d'un changement de ce système de toutes les apories (contradictions logiques conduisant à une impasse du raisonnement)…

En l'absence de contrepouvoirs réels, le système cherche la pérennité, avec le même personnel politique, au risque de «pourrir» tout le corps social avec l'argent du pétrole ; bien extorqué à nos enfants et petits-enfants à qui on risque de laisser, à ce rythme, un pays failli. Et celui qui cherche à créer de la richesse, en dehors du système, sera fatalement cloué au pilori, avec des chausse-trapes empoisonnées, dignes des pièges des ninjas, durant la période médiévale nippone ! Dans de telles conditions, quel sort pourrait être réservé, par un système politique qui fonctionne par lui-même et pour lui-même depuis 50 ans, aux choix économiques proposés par l'un et l'autre des deux universitaires montréalais ? A moins d'un changement pacifique et constructif, sur la base d'un consensus national. Or, cela suppose l'existence d'une opposition politique réelle et non choisie par le système, ou à tout le moins des contrepoids véritablement indépendants, du genre médiateur de la République (France, Tunisie, Maroc) ; ombudsman (Suède, Canada…) ; comité de médiation en Chine ; protecteur du citoyen (Pays d'Amérique latine), etc. Or, le système ne veut rien de tout cela. N'a-t-il pas fait la peau au corps des médiateurs de la République, créé en 1996, par le président Liamine Zeroual ? Malgré le travail appréciable accompli, cette institution fut congédiée sans autre forme de procès.

Le passage à la trappe de ce corps institutionnel, au lendemain du départ en 1999 de l'auteur de ses jours, démontre à l'évidence le poids colossal de la bureaucratie dans la gestion des affaires du pays ; être capable d'enterrer des institutions et des lois qui dérangent ses sbires, cela n'existe dans aucun pays au monde…

Dès lors, il devient inutile de chercher à faire passer des idées économiques, les plus lumineuses soient-elles, avec un système hermétiquement fermé à tout ce qui ne vient pas de lui. D'où puise-t-il de tels pouvoirs occultes en totale impunité, sinon du système politique ? Pourquoi le terrorisme des bureaux n'est-il pas combattu avec la rigueur qui s'impose, malgré les promesses depuis 1979 des régimes successifs d'éradiquer ce fléau ? Avec un système bureaucratique «clos et couvert», non soumis à aucune surveillance ni tenu de rendre des comptes, nulle option économique préconisée par les deux universitaires montréalais n'a de chance d'aboutir, tant que le pays ne sera pas débarrassé de ce système monstrueux, comparable à celui né dans l'imaginaire de la romancière britannique Mary Shelley, à travers le personnage du docteur Frankenstein, qui fabriqua un monstre échappant à tout contrôle.

Dès lors, pour continuer à exister comme individu respectable, l'Algérien émigre à l'étranger où le travail, les connaissances et les sciences de nos compatriotes ont droit de cité : on apprend par Internet qu'ils sont 7 à 8 millions d'Algériens, parmi eux 100 000 hommes d'affaires et des dizaines de milliers d'universitaires, installés à l'étranger… Pourquoi choisir l'exil si l'Algérien avait la possibilité de vivre convenablement et de créer chez lui de la richesse ? La réponse coule de source…

L'Algérie a besoin prioritairement d'un check-up politique : il nous faut connaître la pathologie dont est l'objet le corps social ; comprendre les raisons pour lesquelles les défenses immunitaires de la société ne fonctionnent pas et éventuellement extirper ce mal profond, inoculé à l'aube de l'indépendance à tout un pays, tel un virus pathogène d'une redoutable virulence.

Tous s'en plaignent, mais tout le monde semble s'en accommoder, tant est immense le sentiment d'impuissance à le combattre. Un sentiment à la mesure du désarroi qui s'est emparé de pans entiers de la société, dès lors que les conditions diagnostiques et thérapeutiques sont difficiles à mettre en œuvre. Pendant ce temps l'élite soliloque (à quelques exceptions près) et c'est une autre dimension